



Journée **Mondiale** de la **Femme**



RAPPORT

Le rôle de la femme dans le développement économique et humain

Introduction

Le samedi 07 mars 2015, s'est tenue à l'hôtel King Fahd Palace, une séance de partage sur l'autonomisation des femmes organisée par *Le Groupe AllAfrica Global Media* avec l'appui d'OSIWA, du PNUD, du FNUAP, de l'UNESCO, de l'UFCE et de la BANQUE MONDIALE. Cette séance avait réuni une centaine de participants dont la majorité était composée de femmes leaders.

CEREMONIE D'OUVERTURE

Une prière a été prononcée à l'ouverture solennelle de la session pour que les travaux se déroulent dans les meilleures conditions.

A l'ouverture des travaux, la Directrice Générale du bureau d'AllAfrica Dakar a souhaité la bienvenue à l'ensemble des participants.

Elle a profité de son allocution pour remercier les panélistes, les partenaires et les sponsors qui ont contribué à la réussite de cet événement. Une mention spéciale a été décernée à l'ensemble des invités qui, malgré un samedi matin, se sont déplacés pour participer à cette importante rencontre.

L'opportunité était également saisie par la Directrice pour présenter le Groupe AllAfrica (objectif et la politique par rapport à sa mission de fournisseur d'informations sur l'Afrique). Dans son allocution, elle a fait un rappel historique en soulignant que 2015 coïncide avec l'anniversaire des 15 ans de AllAfrica.

S'en est suivi, l'allocution de la modératrice Mme Hawa Ba Sall qui a d'abord tenu à présenter les différents panélistes, avec pour chacun, un bref aperçu du discours devant être prononcé.

Selon la modératrice, Hawa Ba, qui est par ailleurs l'Administrateur pays de l'Open Society Initiative for West Africa (OSIWA) au Sénégal, le thème de la table ronde entre dans le cadre de la dynamique de l'Union Africaine (UA) faisant de 2015 : *Année de l'Autonomisation des Femmes et du Développement de l'Afrique pour la concrétisation de l'Agenda 2063, dans le cadre de la Décennie de la Femme Africaine (2010-2020)*.

Toujours selon la modératrice, la situation actuelle de la femme est jugée discriminatoire et paradoxale au moment où l'Afrique compte 60% des terres arables de la planète, 12% de réserves pétrolières du monde, une réserve inestimable d'énergies renouvelables et 30% des réserves minérales.

Face à ces potentialités non négligeables, les femmes représentant 52% de la population du continent, n'ont malheureusement pas un accès égal aux opportunités économiques, politiques, sociales et culturelles.

Un état qui confirme l'opportunité de l'exercice d'évaluation de l'amélioration de la situation économique des femmes, la promotion de l'égalité des sexes, l'élimination de toute forme de discrimination contre les femmes, la promotion de la participation politique des femmes.

Contributions

Le facilitateur de l'atelier a ensuite donné la parole au Représentant Résident du PNUD au Sénégal et Coordonnateur Résident du Système des Nations-Unies. Mme Fatoumata Bintou Djibo, invitée d'honneur qui a rappelé l'objet de l'atelier et insisté sur les résultats attendus tout en remerciant l'assistance de leur présence.

Mme Djibo a émis le souhait de contribuer à un bon déroulement des travaux dans l'optique de satisfaire la plupart des attentes des participants.

Parlant au nom du PNUD, son Représentant a d'entrée mis l'accent sur l'importance de l'accès et le contrôle des ressources productives notamment celle de la terre qui est cruciale, pour renforcer le pouvoir économique des femmes. En Afrique, 70% de la production agricole dépend des femmes mais elles ne possèdent que 2% de la terre.

Un constat qu'elle juge surprenant du moment que les femmes produisent 60 à 80% des aliments dans la plupart des pays en développement. En effet les femmes rurales consacrent l'essentiel de leurs revenus au bien-être de leurs familles et de leurs sociétés. « Ce qui compromet l'épanouissement et le développement de leurs activités ».

Le Coordonnateur Résident du Système des Nations-Unies s'engage, à côté de la Directrice des opérations de la Banque Mondiale pour le Sénégal, Mme Véra Songwe, à mener un plaidoyer auprès des autorités pour amener à une meilleure prise de conscience sur les problèmes des femmes.

Dans cette démarche, l'aspect agriculture-production-foncier occupe une place de choix. Ce qui suppose des efforts à faire pour que la femme ne soit pas lésée en milieu rural en faisant d'elles des propriétaires terriens. Elle a terminé en invitant les participants à l'atelier à réfléchir sur les modalités de dissémination de cette très belle initiative.

Aux jeunes filles Mme Fatoumata Bintou Djibo de lancer : « Il faut vous inspirer des femmes leaders pour avoir de l'ambition pour aller de l'avant. Il faut oser car le leadership est important dans tous les secteurs dans lesquels les femmes s'investissent ».

Avant de préciser : « Les femmes peuvent arriver au même niveau que les hommes mais il faut de l'abnégation, du travail et de l'engagement. Plus il y aura de femmes leaders, plus les conditions des femmes seront améliorées ».

Quant au Représentant de la Banque Mondiale et Directrice des opérations de la Banque Mondiale pour le Sénégal, Mme Véra Songwe, elle préconise l'accès des femmes à l'outil de production notamment dans le foncier.

Pour elle, il s'agira également de veiller à l'uniformisation des règles du jeu en réglant la question de la représentation des femmes dans les instances de décision économique et sociale.

Concernant l'éducation des filles et des femmes, Mme Songwe estime que le problème ne se limite plus à l'accès mais à la qualité de l'enseignement dispensé aux filles.

D'après elle, dans le combat de l'égalité des femmes, il faut agir dans la chaîne de valeur qui va de la formation de la femme ministre, à la fille qui va à l'école en passant par la femme prix Nobel, l'assistante sociale...

Elle termine par remercier les participants à l'atelier et comme les intervenants qui l'ont précédé, encourage les participants à apporter leurs contributions sous forme d'observations et d'enrichissement de l'atelier.

Sur cette lancée, la Présidente de l'Union des Femmes chefs d'Entreprises du Sénégal (UFCE), Mme Nicole Gakou, s'est offusquée de l'absence de données réelles permettant de mesurer l'apport des femmes dans l'économie.

C'est ainsi qu'elle attire aussi l'attention des observateurs sur le fait que « l'amalgame fait entre les activités génératrices de revenus, la lutte contre la pauvreté et l'entrepreneuriat féminin ou l'émergence de femmes dirigeantes d'entreprises a dévoyé les objectifs des outils de promotion de la femme mis en place ».

Pour Mme Gakou, l'émergence tant chantée par les politiques se fonde aussi sur l'accompagnement des femmes dans leur participation aux activités de production, à l'héritage, dans les réformes foncières, à l'acquisition du savoir...

Une panoplie de défis qui lui font dire que : « il est temps que les autorités parlent avec nous et non de nous ».

Uniquement homme du panel, M. Boureima Diadié, Représentant Adjoint du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) estime que la journée du 8 mars est également celle des hommes.

Il a beaucoup insisté sur l'aspect complémentarité en estimant que « la contribution de la femme dans le développement économique et humain est l'affaire de tous ».

Devant cette problématique, Mr Diadié a ainsi mis l'accent sur l'importance pour les pays de réussir la transition sur le dividende démographique notamment sur l'éducation des filles, la santé de la reproduction, les mariages précoces...

De plus, il met l'accent sur la persistance des violences faites sur les femmes notamment les mutilations génitales féminines, les inégalités relatives au statut de la femme en freinant leurs potentialités, l'égalité de genre notamment dans le domaine de l'éducation.

Mr Diadié partant des résultats issus d'une étude menée par l'UNFPA et l'Université de Thiès, qui précisent que *les femmes contribuent à 30% du PIB par le travail domestique non encore valorisé*, fait un plaidoyer qui se résume ainsi : « *permettre aux femmes d'exercer pleinement leurs droits notamment leur droit à la santé et à la planification familiale d'une part et promouvoir le maintien des filles à l'école au-delà de la scolarisation* ».

Sur cet élan, la Conseillère en Sciences Humaines et Sociales pour l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Mme Marema Touré Thiam estime que « les femmes n'ont uniquement pas un rôle à jouer dans le développement mais elles en sont le moteur ».

A son avis, sur la question soulevée, beaucoup de choses ont été acquises mais les défis restent énormes. Ce qui, pour elle, nécessite une réforme de la société. Mme Thiam pense ainsi que l'autonomisation des femmes est le début et la condition pour construire une société juste, de paix.

«L'autonomisation des femmes pourrait se traduire en autonomisation de l'humanité et un progrès pour tous à la seule condition qu'il ne soit pas un simple slogan mais reflète la réalité ».

"Le fait d'avoir des avancées grâce à la loi sur la parité ne doit jamais nous faire oublier que les femmes doivent rester à l'avant-garde" des luttes d'émancipation, a-t-elle dit.

Au terme de ces différentes interventions, la modératrice Mme Hawa Ba Sall a invité l'assemblée à participer au débat. Tour à tour, elle les a invités à décliner leurs noms, fonctions et lieu de provenance.

Après cette présentation des participants, le chronogramme a été adopté et la méthodologie déclinée.

Les participants ont été unanimes pour dire qu'il faut:

- Evaluer la situation économique des femmes, la promotion de l'égalité des sexes, l'élimination de toute forme de discrimination contre les femmes, la promotion de la participation politique des femmes ;
- Appliquer rigoureusement les lois et règlements qui régissent le Statut de la femme ;
- Créer un cadre de concertation au niveau régional, départemental et local et s'il existe le redynamiser ;
- Elaborer un plan d'autofinancement des associations des femmes ;
- Dispenser une formation pédagogique aux femmes leaders ;
- Former les présidentes et membres de groupements, associations féminines aux droits des femmes à l'occasion de séminaires répétés ;
- Diversifier les thèmes de formation des femmes;
- Etablir un dialogue et une concertation entre l'Etat, les organisations féminines et partenaires pour mieux lutter contre l'analphabétisme ;

- Renforcer le rôle des associations féminines et des organisations de la société civile et les sensibiliser à faire face au phénomène de l'analphabétisme ;
- Assister davantage les femmes afin que la pauvreté soit éradiquée

Au terme des développements cités plus haut, il convient de partager à présent les impressions des participants et les recommandations fortes des panelistes.

On peut déclarer sans risque de se tromper que l'atelier a créé une dynamique due à la mobilisation des Femmes autour de l'autonomisation des Femmes.

Mais pour maintenir cette dynamique et cette mobilisation, il faut absolument en assurer le suivi pour éviter le risque d'assister à l'émoussement des efforts consentis de part et d'autre et à la survenance d'une situation combien dénoncée et déplorée qui est de ranger les conclusions dans les tiroirs de l'oubli.

Les différents échanges ont été d'une importance particulière sur le dialogue entre partenaires au développement, autorités politiques, journalistes, organisations internationales et non gouvernementales pour une meilleure communication.

Les responsabilités des uns et des autres ont été rappelées et les femmes ont d'avantage pris conscience du rôle qu'elles doivent jouer dans ce challenge et ce grand défi que pose le phénomène de l'autonomisation des femmes.

Il est donc essentiel qu'il faut :

- Une meilleure implication des femmes du monde rural ; elles ont en effet besoin de femmes leaders pour qu'elles puissent émerger, dépasser et améliorer leurs conditions de vie ;
- Mener un plaidoyer auprès des autorités pour une meilleure prise de conscience sur les problèmes des femmes ;
- Faire des efforts pour que la femme ne soit pas lésée en milieu rural en faisant d'elles les propriétaires terriens ;
- Elaborer des plans d'actions en relation avec les organisations de femmes pour mieux lutter contre l'absence de données réelles permettant de mesurer l'apport des femmes dans l'économie ;
- Agir sur la chaîne de valeur qui va de la formation de la femme ministre, à la fille qui va à l'école en passant par la femme prix Nobel, l'assistante sociale...
- Créer un mécanisme de suivi afin d'évaluer et d'améliorer la situation économique des femmes, la promotion de l'égalité des sexes, l'élimination de toute forme de discrimination contre les femmes, la promotion de la participation politique des femmes ;

- Insister sur l'aspect complémentarité en estimant que « la contribution de la femme dans le développement économique et humain est l'affaire de tous » ;
- Mettre l'accent sur l'importance pour les pays à réussir la transition sur le dividende démographique notamment sur l'éducation des filles, la santé de la reproduction, les mariages précoces ;
- Combattre les violences faites sur les femmes notamment les mutilations génitales féminines, les inégalités relatives au statut de la femme qui freinent leurs potentialités ;
- L'égalité des genres notamment sur le domaine de l'éducation ;
- Construire une société juste, de paix;
- Appuyer les femmes leaders pour qu'elles aient l'ambition d'aller de l'avant ;
- Encourager les filles à entrer dans le monde du digital ;
- Inviter les acteurs à se départir des concepts élaborés depuis l'occident et consolider des modèles africains ;
- Insister sur la nécessité d'asseoir une paix durable en Afrique pour espérer un développement mérité ;
- Octroyer une formation adaptée aux femmes ;
- Fournir d'autres types d'encadrement pour arriver à un niveau supérieur et mieux réaliser leur autonomisation ;
- Faire le plaidoyer auprès des gouvernements pour que la tranche de femmes bien formée puisse avoir plus d'opportunités pour pouvoir s'investir dans le secteur privé.

CEREMONIE DE CLOTURE

La cérémonie de clôture a été présidée par le Représentant Résident du PNUD au Sénégal et Coordinateur Résident du Système des Nations-Unies.

Mme Fatoumata Bintou Djibo, invitée d'honneur, a promis devant l'assistance de faire parvenir aux personnes concernées les conclusions de cette réunion.

La séance s'est terminée par des salutations chaleureuses formulées par la modératrice Hawa Ba Sall à l'encontre des représentations diplomatiques du Nigéria, du Cameroun, du Zimbabwe et de la Suède.

Elle a également félicité les panélistes pour la qualité de leurs discours.

Rappelons que la Présidence, le Ministère du tourisme, le Ministère de le Femme et de l'enfant, le Ministère de l'Elevage et le Ministre des Finances y étaient largement représentés.

Des motions de remerciements et de félicitations ont été formulées pour la qualité des échanges proposés tout au long de la table ronde.

La cérémonie a été clôturée par des prières pour la réussite des activités futures.

Remerciements :

Le groupe AllAfrica Global remercie sincèrement toutes les personnes qui ont de près ou de loin contribué à la réussite de cet évènement.

AllAfrica – All the time

